ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

3e Circonscription du Finistère

CANDIDATS DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE



Louis GOASDUFF

Maire de Plabennec
Vice-Président du Conseil Général

Remplaçant :

Michel BRIANT

Adjoint au Maire de Guipavas
Conseiller Général



ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE m'a choisi pour être le représentant de la majorité dans votre circonscription à la suite de M. Gabriel de POULPIQUET à qui vous avez massivement accordé vos suffrages depuis 20 ans.

Maire de PLABENNEC, Vice-Président du Conseil Général, ardemment encouragé par une très grande majorité des maires et des élus de vos communes, conscient personnellement de n'avoir pas démérité devant les tâches que mes électeurs m'ont confiées, j'ai décidé de briguer vos suffrages pour une mission nationale.

A l'heure du choix qui sera déterminant pour l'avenir de la France, l'effort accompli depuis vingt ans, les résultats obtenus et les mesures préconisées par le RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE inspirent une grande espérance à nos compatriotes qui refusent l'aventure collectiviste.

TRAVAILLEURS, AGRICULTEURS, ENTREPRENEURS, JEUNES, MARINS, PROFESSIONS INDÉPENDANTES, RETRAITÉS, PERSONNES AGÉES,

L'échéance de mars 1978 implique un choix qui engage votre avenir d'une façon décisive.

Le défi qui nous est lancé sera l'occasion de conduire la FRANCE sur la voie d'une profonde transformation dans la Liberté et la Justice.

Avec tous ceux qui ont cette ambition pour la France, m'appuyant résolument sur un certain nombre de valeurs traditionnelles et fondamentales de notre civilisation,

— je marque mon attachement aux principes essentiels du Général de Gaulle, aux institutions de la Ve République,
— je m'engage à soutenir les objectifs que Jacques CHIRAC propose à la Nation,

contre les tenants du Programme Commun qui n'auraient d'autres recours que l'application des mesures totalitaires d'inspiration marxiste, entraînant à terme la disparition des libertés de la démocratie et de la propriété privée.

La politique que conduit le Premier Ministre Raymond BARRE, sous l'autorité du Président de la République, tend à sortir notre économie de la crise grave qui sévit sur l'Europe entière.

Cet effort sert avant tout les Françaises et les Français dans leur vie de chaque jour. Les utopies et les promesses gratuites du Programme «Commun» (!) ne peuvent conduire qu'aux désordres économiques sans résoudre vos difficultés quotidiennes.

Nous nous étions habitués à une croissance rapide du niveau de vie : pour ne pas régresser, notre économie doit rester dynamique, compétitive, ouverte sur l'extérieur. Nous écartons le repli de la FRANCE sur elle-même, isolement où nous conduiraient inéluctablement les signataires du Programme Commun.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE propose d'instaurer une planification démocratique de l'Économie :

- pour assurer le plein emploi des ressources humaines de la nation et résorber le chômage ;
- pour réorienter l'économie en fonction de ce but prioritaire, mais aussi en fonction des contraintes et des défis de la crise énergétique et d'un monde qui se transforme ;
- pour que cette économie puissante et vivante soit capable de supporter la charge du progrès social qui est l'objectif de toute action, qu'elle permette une solidarité plus complète envers les catégories défavorisées ;
- pour une agriculture prospère, premier atout de notre région.

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE propose, avec les formations de la majorité UNE SOCIÉTÉ DE LIBERTÉ

où les règles permanentes doivent être :

- le droit au travail ;
- la liberté d'entreprendre ;
- la justice, indépendante de toutes contraintes ;
- l'administration au service des citoyens ;
- la liberté de l'enseignement (garantie de la paix scolaire) ;
- le pluralisme syndical.

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE propose UNE SOCIÉTÉ DE JUSTICE

- l'égalité des chances, en allant vers plus de justice et de solidarité ;
- la refonte du système fiscal, tendant à le rendre plus équitable ;
- la politique familiale dans un esprit de justice et dans le souci d'encourager la natalité en développant l'allocation pour les mères au foyer, et en améliorant la condition féminine ;
- la politique de l'Éducation qui doit promouvoir l'égalité des chances par une aide accrue et plus équitable (attribution de bourse, prêts aux étudiants) ;
- la politique de la santé, axée sur la médecine préventive et donnant une priorité à la recherche médicale ;
- la continuité d'une action globale en faveur des personnes âgées et des handicapés ;
- la défense des droits légitimes des anciens combattants ;
- la simplification des procédures et la clarification de la législation sociale.

TEL EST NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ POUR LA FRANCE

SUR LE PLAN DE NOTRE RÉGION, j'engagerai mon action en faveur

- de l'agriculture ;
- du commerce et de l'artisanat ;
- des équipements portuaires et de la pêche ;
- de l'industrialisation (industries légères et agro-alimentaires) ;
- de la construction navale ;
- de tous équipements, source d'expansion et de création d'emplois ;
- de la simplification des règles d'urbanisme et des nombreux problèmes de la vie quotidienne des Bretons.

Je mettrai à votre disposition tout mon temps et toute mon énergie pour vous entendre dans ma circonscription et être votre porte-parole fidèle à l'Assemblée Nationale.

Nous disons «**PRIORITÉ A LA PERSONNE, A LA LIBERTÉ, A LA JUSTICE**».

Je suis sûr que ces objectifs clairs rassembleront assez de femmes et d'hommes responsables pour faire échec à une coalition qui menace notre avenir et nos libertés.

Avec Louis GOASDUFF

pour une SOCIÉTÉ DE LIBERTÉ

Vu : Les Candidats.

CIP - Landerneau

Sciences Po / fonds CEVIPOF